



ÇA ROULE!

Journal édité par la section RATP
du Parti Communiste Français



Edito

Concurrence, dumping social, privatisation

LE 20 JUIN, NOUS AVONS LE POUVOIR DE DIRE « STOP ! »

Les élections régionales des 20 et 27 juin revêtent une importance capitale pour l'avenir de la RATP et de ses personnels.

La droite régionale menée par V. Péresse, le pouvoir macronien et la PDG de la RATP qu'il a nommée oeuvrent tous à mettre en place le plus vite possible le **modèle libéral dans les transports publics** :

- C'est **l'éclatement et la privatisation des réseaux**. Là où on a aujourd'hui une seule entreprise publique intégrée, la RATP, on aurait demain, y compris dans la zone dense, une multiplication des sociétés exploitantes, toutes de statut privé et pilotées par le seul critère du profit.
- C'est aussi **le dumping social pour les personnels**. Les déclarations de V. Péresse réclamant une augmentation du temps de travail, la récente dénonciation des accords RTT pour les machinistes donnent le ton de ce qui se prépare. Mais, dans tous les secteurs de l'entreprise, c'est la même rengaine : il faudrait réduire les effectifs et accepter de travailler plus au nom de la compétitivité. Ainsi, l'ouverture à la concurrence, c'est d'abord et surtout une mise en concurrence des salariés pour tout tirer vers le bas !

Le 20 juin, nous avons le pouvoir de mettre en échec ce scénario et d'en écrire un autre.

En effet, s'il faudra bien — et le plus vite sera le mieux — changer le cadre législatif français et européen pour sortir le transport et les services publics en général de la loi du marché, **la Région a aussi les moyens d'agir sans attendre.**

C'est ce que propose la liste « **Pouvoir vivre en Ile-de-France** », conduite par Clémentine Autain et qui rassemble le PCF, la FI et des citoyens engagés. Une de ses propositions-phares, portée par les communistes de la RATP, est de créer un **monopole public des transports en Ile-de-France**. Pour cela, les dessertes privées (comme le réseau de bus de 2^e couronne ou le tramway T9) et celles en passe de le devenir (le réseau de bus historique et les lignes du Grand Paris Express) seraient regroupées dans une **Régie régionale** publique, travaillant en coopération avec la RATP et la SNCF. Cette nouvelle entreprise dépendant directement de la Région appliquerait à ses personnels un **Statut et des conditions de travail de haut niveau** alignées sur les conditions actuelles des agents de la RATP.

Le vote pour cette liste sera ainsi le moyen de dire NON au recul social et à la privatisation et OUI au progrès et au service public ! ■

Lever les brevets sur les vaccins pour en finir avec le COVID

Le retard pris dans la vaccination des populations met en péril la lutte contre la pandémie. Or, nous ne serons protégés que lorsque l'ensemble de l'humanité sera vaccinée. Sinon, le virus reviendra chez nous sous des formes mutantes plus résistantes qui mettront en échec la campagne d'immunisation.

Il faut donc sérieusement accélérer la production de vaccins. Mais on n'y arrivera pas si on laisse une poignée de multinationales et de start-up l'organiser. Du reste, l'actuelle pénurie de vaccins leur va bien : tant que la pandémie dure, elles engrangent des profits !

La solution est simple : sortir de la logique des brevets et faire des vaccins un bien public mondial, pour les produire partout sous forme générique. Si J. Biden vient de céder, les dirigeants européens comme E. Macron ou A. Merkel s'y refusent toujours. Une Initiative Citoyenne Européenne a été lancée pour les y contraindre. Vous aussi pouvez vous y associer en signant la pétition sur ce site :

noprofitonpandemic.eu/fr/ ■

2 ENJEUX MAJEURS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Une gestion publique pour les transports publics d'Ile-de-France !

En Ile-de-France, tout le réseau de bus de 2° couronne est de longue date exploité par une multitude de sociétés privées. C'est ce même modèle que V. Péresse est pressée d'appliquer à Paris et à la 1° couronne, d'abord pour les bus, puis pour les autres modes. Si on laisse faire, le résultat sera doublement désastreux : pour les usagers en termes de qualité de service, et pour les salariés soumis à la course sans fin à la baisse du « coût du travail ». Ajoutons que tout cela sert de prétexte à la direction de la RATP pour accélérer le processus de filialisation des activités et de privatisation par morceaux de notre entreprise publique.

Une autre majorité régionale a la possibilité de faire autrement. En effet, le règlement européen OSP (qui est à l'origine des bouleversements actuels) prévoit la possibilité de déroger à la concurrence en créant une entreprise gérée directement par la Région. C'est cette voie que nous proposons d'explorer.

Concrètement, la RATP continuerait à exploiter les lignes qui ne sont pas aujourd'hui soumises à concurrence (notamment le réseau historique de métro, de RER et de tramway). En revanche, les opérateurs privés existants seraient remplacés par une nouvelle entreprise publique, une Régie régionale. Celle-ci travaillerait en collaboration avec la RATP et la SNCF. Ainsi, pour la première fois, on aurait une gestion publique de l'ensemble du réseau de transport en Ile-de-France.

Les salariés et les usagers doivent par ailleurs avoir une place plus importante dans les décisions. Que ce soit au Conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités (l'Autorité Organisatrice des transports) ou dans celui de cette nouvelle Régie.

En finir avec les inégalités entre territoires !

Dans leur grande majorité, les personnels de la RATP habitent en banlieue, et souvent de plus en plus loin. Beaucoup font partie des populations reléguées loin du centre de la Région, avant tout en raison du prix du foncier. Les possibilités offertes par le Point Habitat demeurent limitées, et l'accès au logement demeure un problème majeur pour les agents, en particulier les plus jeunes.

En cause : une politique d'aménagement complètement déséquilibrée depuis des décennies. V. Péresse a encore aggravé cette situation en favorisant dans les dotations de la Région les zones les plus riches au détriment des départements populaires.

Cette orientation est discriminatoire et socialement injuste, mais elle est également source de gâchis monstrueux. Car elle augmente la longueur des trajets domicile-travail, dégradant fortement l'environnement et gaspillant des ressources.

Le rééquilibrage de la Région est un impératif absolu !

ZOOM



A quoi servent ces élections ?

A élire le Conseil régional qui va diriger la Région pendant 6 ans.

En Ile-de-France, il est composé de 209 élus.

De quoi s'occupe le Conseil régional ?

- Du développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région.
- De l'aménagement du territoire.
- Des transports et de toute la mobilité interurbaine.
- De l'accès au logement et de l'amélioration de l'habitat.
- De la gestion de l'eau et des déchets.
- Des lycées.
- De la stratégie en matière d'emploi, d'orientation et de formation professionnelles.
- Il est seul compétent pour décider de la politique d'aide aux entreprises de la région et de l'octroi de ces aides.
- Il gère aussi les fonds européens.

Comment vote-t-on ?

On vote pour une liste de candidats. Les listes sont régionales, mais constituées d'autant de sections qu'il y a de départements dans la région (8 en Ile-de-France).

C'est un scrutin à la proportionnelle, avec prime majoritaire (la liste arrivée en tête reçoit 25% des sièges, en plus de ceux qu'elle recueille en fonction de son pourcentage).

Si aucune liste ne dépasse les 50% au premier tour, il y a un second tour. Seules sont alors autorisées à se présenter les listes ayant obtenu plus de 10% des suffrages exprimés au premier tour. Par ailleurs, entre les deux tours, les listes peuvent être modifiées, notamment pour fusionner avec des listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.



DES CANDIDATS À VOTRE IMAGE

Plusieurs agents de
la RATP en activité,
présentés par le PCF,
sont candidats
sur la liste
« *Pouvoir vivre
en Ile-de-France* »



Bertrand HAMMACHE
Gestionnaire de mouvement des trains,
candidat en *Seine-Saint-Denis*



Alexandre EL GAMAL
Machiniste-receveur,
candidat dans le *Val-de-Marne*



John BORGES
Machiniste-receveur,
candidat dans le *Val d'Oise*



Linda CHEKALIL
Machiniste-receveuse,
candidate dans les *Hauts-de-Seine*



3 vidéos pour comprendre les dangers
de la **concurrence** et comment les **combattre**



1. « *La concurrence, pour moi, ça change quoi ?* »
2. « *La concurrence, ça profite à qui ?* »
3. « *La concurrence, peut-on faire autrement ?* »

Rendez-vous sur
section-ratp.pcf.fr



**Des agents de la RATP actifs et retraités appellent à voter
pour la liste « *Pouvoir vivre en Ile-de-France* »
conduite par **Clémentine AUTAIN** à l'élection régionale du 20 juin**

Sabine ALEXIS	Marc GRASSULLO	Jamaldine OUDNI
Engéline ALLÉE	Marc GROSBOILLOT	Gaëlle PEDRAZA
André BAZIN	Emilie GUITTARD	Jonathan PERRINET ARRAUT
Mickaël BIGNOTTI	Bertrand HAMMACHE	Fabrizio PIRAS
Yves BOILEAU	Laurence HARDIER	Bruno RACINE
Patrick BONVARLET	Pascal HARDIER	Patrick RISPAL
John BORGES	Miguel HERNANDEZ	Michel RIZZI
Aziz BOUKRIF	Jacques HOMMET	Philippe ROBIN
Philippe BOYER	Serge JUNEMANN	François RODRIGUEZ
Annette BRULÉ	Sami KENNOUZI	Nicolas RONFORT
Jean-Claude BRUN	Pascal KERLEU	Frédéric ROHRBASSER
Stéphane BUCAS-FRANÇAIS	Hakim KHELLAF	Eric ROSEAU
Bernard BURGUET	Michel KIEFFEL	Patrice SALITOT
Jean-Marc CADOR	Yassine LAMOTTE	Jacques SANCHEZ
Fabrice CHAMBÉRY	Thomas LE CLÉACH	Jean-Marie SARDA
Linda CHEKALIL	Patrick LEGRAND	Gilles SAVERET
Muriel COELHO	Yann LEMAIRE	Dominique SÉNAC
Fabien CORMIER	Valentin LERENDU	Jacky SEROR
Yves CORNIOU	Nuno MARTINS	Fernando SILVA
Fabien COSNEFROY	Sébastien MELIN	Fernando SOGNIGBÉ
Thibaut DASQUET	Carole MICHOT	Olivier TERRIOT
Nicolas DAUMONT-LEROUX	Philippe MIJS	Pascal THÉVENOT
Olivier DAVOISE	Patrick MOUSSIN	Mario TOLOSA
Alexandre EL GAMAL	Olivier MUÑOZ RODEA	Denis TREDICI
Vincent GAUTHERON	Joël NIGER	Cyril TRILLAUD
Grégory GAY	Yannick NOBLAYE	Elise VALENTIN
Michel GÉRARDIN	Alain OBADIA	Michel VENON
Eloïse GIVELET	Ludovic ORIEUX	Yoann WALQUENART



- Je veux prendre **contact** avec les communistes de la RATP
- Je veux **adhérer** au Parti Communiste Français



Nom - Prénom :

Adresse :

M@il :